

## Brésil : plus dure sera la chute

Par **Joao Augusto de Castro Neves** et **Bruno Reis**

**Joao Augusto de Castro Neves**, docteur en science politique de l'université de Sao Paulo, est directeur du département Amérique latine d'Eurasia Group.

**Bruno Koltai Reis**, docteur en économie de l'université de Sao Paulo et titulaire d'un DEA en relations internationales de la Sorbonne, est directeur du bureau d'Eurasia Group au Brésil.

Traduit de l'anglais par Cécile Tarpinian.

Au cours des années 2000, l'économie brésilienne a décollé, la croissance étant tirée notamment par la forte demande en matières premières de la Chine. En une décennie, la classe moyenne brésilienne est passée de 30 % à 50 % de la population. Les dirigeants politiques ont connu des taux de popularité exceptionnels. En 2013, le vent a tourné. Le taux de croissance est aujourd'hui en berne et la classe politique est engluée dans des scandales de corruption. Un rebond du Brésil est toutefois possible.

politique étrangère

Le Brésil subit actuellement l'une des plus graves crises politique et économique de son histoire moderne – et certainement la plus sévère depuis le retour de la démocratie au milieu des années 1980. Enfant chéri de la mondialisation pendant une bonne partie de la dernière décennie, le pays est brutalement tombé de son piédestal. L'accès de pessimisme tient en partie à la tendance des experts en relations internationales et des commentateurs du marché à voir le monde comme inexorablement pris dans un mouvement – toujours plus rapide – de transfert de puissance d'un grand marché à un autre. Hier encore, les BRICS apparaissaient comme la pierre de touche d'un nouvel ordre mondial et un eldorado de l'investissement ; aujourd'hui, les caprices des vents de la finance veulent accorder à un autre acronyme son quart d'heure de célébrité.

Sur le plan économique, le Brésil connaît sa plus sévère dépression depuis de nombreuses décennies. Son produit intérieur brut (PIB) a baissé de près de 10 % en quatre ans, le taux de chômage a explosé et le déficit budgétaire tend à se creuser. Sur le plan politique, le pays est confronté à une procédure de destitution de la présidente, à un gigantesque scandale

de corruption touchant la totalité de la classe politique et, dernièrement, à une vague de contestation dans les rues des grandes villes où des millions de citoyens ont dénoncé le manque de réactivité – et parfois de responsabilité – de la classe politique.

Ces événements ont conduit le système politique à une quasi-paralysie et manifesté l'incapacité des dirigeants à répondre aux nombreux défis auxquels le pays doit faire face.

Il y a encore quelques années, le Brésil connaissait une des périodes les plus « dynamiques » de son histoire, avec un taux de croissance « à la chinoise » (7,5 % en 2007), un développement social considérable permettant à des millions d'habitants de sortir de la pauvreté et de rejoindre le marché de la consommation. Luis Inacio « Lula » da Silva était alors le président le plus populaire qu'aient connu le pays, avec un taux d'approbation de 73 % en 2010.

Alors, qu'est-il arrivé au Brésil ? Comment et pourquoi la situation économique et politique s'est-elle détériorée aussi rapidement ? Où va le pays ? Le Brésil a connu plusieurs cycles d'expansion-récession. Pour savoir s'il est affecté aujourd'hui par un nouveau cycle, un examen précis des récents événements politiques et économiques doit être réalisé. La mise au jour de certains des facteurs qui ont influé sur ces événements nous donnera peut-être une vision plus claire de la trajectoire empruntée par le pays. Pour tenter de répondre à nos interrogations, on situera ce qui arrive au Brésil dans le cadre d'un scénario plus large, qu'on pourrait nommer la « grandeur et décadence du supercycle politico-économique de l'Amérique latine ».

### **La fin de l'essor des matières premières**

Certains des succès puis des malheurs récents du Brésil ne sont pas propres à ce pays, mais se rattachent à un processus économique et politique plus large, qui a affecté de nombreuses nations riches en ressources naturelles dans le monde dit émergent, particulièrement en Amérique latine, lors de la dernière décennie.

#### *L'ascension*

L'Amérique latine a connu depuis le début du siècle un cycle historique de croissance économique, qu'il faut lier à l'essor sans précédent de la Chine et à ses besoins en produits alimentaires et matières premières. Tirée par les prix élevés des matières premières, la région a bénéficié d'une aubaine économique prolongée. Ce qu'on a appelé le *boom* ou le « supercycle des matières premières » s'est traduit pendant des années par une expansion

de l'activité économique à un taux de croissance supérieur à la moyenne. Pendant cette période, le chômage a baissé, l'endettement public a diminué et l'inflation a été contrôlée.

Ce contexte économique a aussi permis à de nombreux gouvernements de mettre en place des programmes visant une meilleure répartition des richesses. Des taux d'emprunt bas ont incité une part significative de la population à entrer dans le marché de la consommation – ce qu'on appelle « la classe moyenne des marchés émergents ». L'avènement de cette classe moyenne a contribué à développer les marchés intérieurs des pays latino-américains et ainsi à offrir un environnement très attractif aux investissements internationaux – et ce, au moment où les centres traditionnels du système capitaliste étaient affectés par la crise des *subprimes*. Une économie nationale en plein essor et des liquidités internationales à la recherche de marchés dynamiques, ont généré un important afflux de capitaux dans ces économies. De nombreux économistes ont vu dans cette période l'« âge d'or de l'Amérique latine », ère du rattrapage économique après des décennies de crises économiques et politiques quasi permanentes.

## L'âge d'or de l'Amérique latine

Ce courant favorable comportait aussi une dimension politique. Les gouvernements en place, de droite comme de gauche, ont bénéficié de taux d'approbation très élevés qui leur ont permis de rester plus longtemps au pouvoir. En témoignent au Venezuela le « chavisme » (Chavez et Maduro), en Argentine le « kirchnérisme » (le couple Kirchner), en Bolivie le gouvernement de Morales, en Colombie l'« uribisme » (Uribe et Santos), et au Brésil le « lulo-petisme » (Lula et Rousseff). Dans la plupart de ces pays, l'opposition à ces diverses forces s'est montrée largement inefficace sur le plan électoral.

Soutenus par des taux d'approbation élevés et des liquidités abondantes, des dirigeants forts et en confiance ont bénéficié de marges de manœuvre plus importantes pour expérimenter, sans en payer, ou presque, le prix politique ou économique. Le contexte économique favorable a fourni de larges ressources pour développer et étendre des politiques sociales de redistribution, tels les programmes de transferts sociaux conditionnels ou les subventions ciblées. Des politiques fiscales plus expansionnistes ont été mises en œuvre, offrant davantage de crédit pour la consommation, tout en incitant l'État à plus intervenir dans l'économie à travers des régulations plus strictes, des mesures protectionnistes ou même l'expropriation pure et simple d'actifs. Une certaine négligence vis-à-vis de réformes structurelles a pu être observée. Dans de nombreux cas, la législation en matière de travail, de sécurité sociale et de fiscalité était dépassée, mais en période

d'abondance les inconvénients de cette situation demeuraient masqués. Dans une large mesure, cette tendance, encore exacerbée et rendue plus évidente après l'effondrement financier mondial de 2008-2009, a contribué à diffuser auprès des investisseurs et des experts l'idée que les pays en développement rattrapaient le monde développé.

Sans conteste, le Brésil a été au cœur de ce processus. Après avoir obtenu la confiance de l'électorat comme des investisseurs lors de l'élection présidentielle de 2002, le Parti des travailleurs mené par Luiz Inacio Lula da Silva a dominé le paysage politique pendant plus d'une décennie, remportant de larges victoires contre le principal parti d'opposition (le Parti de la social-démocratie brésilienne, PSDB) dans quatre élections d'affilée (2002, 2006, 2010, 2014), avec un discours combinant au départ une gestion macroéconomique relativement responsable et un système de protection sociale étendu. À partir de 2003, grâce à un taux de croissance supérieur à la moyenne et à une série de réformes sociales réussies, le président a bénéficié d'une popularité sans précédent pendant une longue période. Lula s'est montré capable de survivre à une grave crise politique durant son premier mandat (le scandale des votes achetés, dit « des mensualités ») et de s'offrir un second mandat, mais aussi d'assurer sans difficulté l'élection d'une dauphine pourtant relativement inconnue, Dilma Rousseff, en 2010. Sans compter le choix du Brésil pour héberger la Coupe du monde de 2014 et les Jeux olympiques de 2016 à Rio de Janeiro, victoires personnelles du président. Lula fut l'incarnation du faiseur de rois – ou de reines.

### *La chute*

Quand le vent de l'économie mondiale commence à tourner – ralentissement de la croissance chinoise, baisse des prix des matières premières –, l'histoire prend un autre cours. Avec le ralentissement de l'expansion économique, les dirigeants de la région commencent à ressentir le coût économique et politique des « expérimentations » politiques qu'ils avaient mises en place, parfois avec un certain degré d'*hubris*. Malgré des ressources en baisse, dans de nombreux cas des politiques fiscales expansionnistes cèdent la place à un populisme pur et simple comme moyen de se garantir le soutien de la population. Sur le plan économique, l'interventionnisme étatique conduit à des distorsions importantes qui contribuent à tarir l'appétit des investisseurs. Les moyens nécessaires au maintien du rythme de la croissance s'épuisant, le désenchantement commence à se répandre dans la région. Après une quasi-décennie, les gouvernements en place perdent du terrain – et rapidement.

## La « nouvelle classe moyenne »

Le renversement du supercycle a contribué à refaçonner la politique de l'Amérique latine – et du Brésil – de deux manières. D'abord, les fluctuations économiques ont laissé dans leur sillage un produit dérivé plus permanent : une classe moyenne émergente plus robuste. Des années de croissance et de politiques de réduction de la pauvreté, tel le programme de transferts sociaux *Bolsa Familia*, ont contribué à élever le niveau de vie. De 2007 à 2010, l'économie brésilienne a connu une croissance de 4,6 % par an en moyenne, tandis que l'indice de développement humain a atteint 0,755 en 2015 (il était à 0,7 en 2010), entraînant une quasi-révolution démographique. De 2000 à 2013, le nombre de Brésiliens appartenant à la classe moyenne est passé d'environ 60 millions à 100 millions, soit de 30 % à près de 50 % de la population totale – une tendance à l'œuvre dans presque toutes les grandes économies émergentes durant la même période. Pour l'un des pays les plus inégalitaires du monde, c'était – et c'est encore – une véritable révolution.

Dans tous les marchés émergents, y compris au Brésil, les attentes de cette classe moyenne en expansion se sont heurtées aux privilèges des élites en place. Les dirigeants, poussés par des décennies de croissance record, ont dû faire face à de nouvelles demandes issues de sociétés en pleine évolution avec moins de ressources disponibles. Un phénomène non seulement économique, mais politique : quand une population accède à la classe moyenne, ses attentes se modifient. Si les pauvres s'attachent à survivre, à obtenir un abri et un emploi, les individus de la classe moyenne veulent aussi de meilleurs services publics, notamment en matière de santé, d'éducation et de sécurité. Cela pose un problème de gouvernance aux dirigeants : dans une période de ralentissement économique, comment fournir toujours plus (de services, et de meilleure qualité) avec moins (de ressources) ?

L'incapacité relative des leaders à répondre à ces nouvelles attentes a généré de plus en plus d'insatisfaction. Cette tendance s'est manifestée notamment au Brésil en 2013, avec des manifestations qui ont rassemblé des millions de personnes dans les rues des plus grandes villes du pays. Ce mécontentement s'adressait de façon diffuse à l'ensemble des dirigeants et non seulement à la présidente Dilma Rousseff. Des responsables politiques de différents niveaux (local, étatique et fédéral) ont vu leurs cotes de popularité chuter en quelques semaines. Le même phénomène se retrouvait dans les pays voisins.

De façon semblable aux événements de la place Tahrir en Égypte en 2011, et de la place Taksim en Turquie en 2013, des millions de gens sont

descendus dans les rues des grandes villes brésiliennes pour protester contre la gouvernance du pays. S'il existe de nombreuses similarités entre les mouvements urbains au Moyen-Orient et ceux du Brésil, une différence importante doit être soulignée. Ce qu'on a appelé le « printemps arabe » consistait principalement en mouvements contre l'oppression gouvernementale ; les contestations récentes au Brésil étaient principalement dirigées contre la corruption et l'incompétence perçue du gouvernement. Les premiers ciblaient généralement le sommet de l'État et le parti dirigeant, tandis que les secondes étaient plus diffuses, visant tous les niveaux de gouvernement et dénonçant tous les principaux partis politiques pour la détérioration de la qualité des services publics ces dernières années.

Après plusieurs décennies de dirigeants forts, des responsables plus faibles sont devenus la norme en Amérique latine. Dans le cas du Brésil cependant, ce processus d'affaiblissement ne s'est pas produit assez rapidement pour forcer un changement lors de l'élection présidentielle de 2014. Malgré les vents de plus en plus contraires, Rousseff a réussi à se maintenir au pouvoir. Lors de sa campagne, elle a surtout cherché à communiquer le sens d'une continuité politique et à s'appuyer sur le concept de supercycle pour faire passer l'idée que malgré le ralentissement économique, la majorité de la population se trouvait tout de même mieux lotie qu'une décennie auparavant. Pour risquée qu'elle ait été, cette stratégie a fonctionné (à grand-peine), mais elle avait un coût très élevé. Après une victoire serrée, le second mandat de Rousseff a commencé en 2015 à l'ombre des promesses non tenues. Comme nombre de ses homologues dans la région, il n'était plus possible à

### **Les promesses non tenues de Dilma Rousseff**

la présidente d'ignorer le contexte économique défavorable. La question était désormais de savoir comment faire face à ces défis croissants. Dans la région, les réponses ont varié, d'un renchérissement des politiques non orthodoxes qui avaient conduit aux dysfonctionnements – comme avec Maduro au Venezuela et Kirchner en Argentine –, à un ajustement plus favorable au marché – comme avec Pena Nieto au Mexique. Si la rhétorique employée pouvait laisser penser le contraire, la politique brésilienne après la réélection de Rousseff se rapprochait davantage de cette seconde option. Face à une économie en récession et à des taux d'inflation annuelle dépassant les deux chiffres (loin de l'objectif des 4,5 %), la présidente tenta de réduire les dépenses en vue de renforcer la légitimité du Brésil, une étape nécessaire pour attirer davantage d'investissements.

Ces tentatives de rectifier la trajectoire arrivaient un peu tard. Si Dilma Rousseff ne souhaitait pas poursuivre les politiques expansionnistes qui avaient aggravé les problèmes, elle était prisonnière de fortes contraintes

idéologiques et d'un capital politique affaibli. Ainsi, après sa réélection, elle nomma au ministère des Finances l'ancien secrétaire d'État au Trésor Joaquim Levy, un économiste orthodoxe, mais limita l'étendue de ses pouvoirs et l'empêcha de faire le nécessaire pour restaurer la confiance des investisseurs. Dans une large mesure, la mauvaise gestion de l'économie perdura, résultat d'une fuite en avant tirée par la nécessité plus que par les convictions. D'un point de vue politique, Dilma Rousseff en récolta tous les inconvénients : une combinaison de mesures d'austérité très impopulaires et d'une absence de rétablissement économique à mettre en avant. Le mécontentement populaire continua de croître, le taux d'approbation de la présidente chutant à un niveau historiquement bas (en dessous de 10 % pendant presque tout 2015).

### *Corruption*

Une autre tendance marquante émergeant à la fin du supercycle et contribuant à façonner la politique de l'Amérique latine – et du Brésil – est celle de la corruption. Certes, les scandales de corruption ne sont pas une nouveauté dans les marchés émergents, mais ces dernières années ils ont changé d'échelle, et sont devenus partie intégrante des luttes politiques nationales. En plus de provoquer des expérimentations politiques, le supercycle de matières premières a aussi fourni aux dirigeants d'abondantes ressources pour acheter des allégeances politiques. Avec l'abondance est aussi venue une incitation plus grande à corrompre et être corrompu.

Quand le vent commença à tourner, de nombreuses affaires de corruption furent révélées. Des conflits de redistribution entre acteurs politiques et économiques se firent jour à mesure que les ressources diminuaient. Des scandales de corruption impliquant des dirigeants politiques ou leurs partis éclatèrent au Mexique, au Chili, au Pérou, en Argentine, au Brésil et dans d'autres nations émergentes hors de l'Amérique latine comme la Chine, la Russie ou la Turquie. Si de nombreux cas relèvent de facteurs spécifiques à chaque pays, la hausse de la fréquence et de l'ampleur des scandales n'est pas due au hasard. Le cycle économique positif augmenta largement les opportunités de corruption, que ce soit directement via l'expansion des entreprises publiques et des champions nationaux, ou indirectement par la capacité de l'État à réguler, taxer et accorder des opportunités d'affaires à un secteur privé en rapide extension.

Le cas du Brésil est emblématique de ce processus. En 2014, un scandale massif de corruption impliquant le géant pétrolier public Petrobras fut mis au jour. D'après les procureurs, des milliards de dollars avaient été détournés de la société par des pots-de-vin ou des contrats troubles avec certains

des plus grands conglomérats de construction du pays, pour financer de nombreux responsables et partis politiques. Ce scandale entraîna l'essentiel du système politique dans une crise de légitimité sans précédent. Confrontée à la plus sévère récession que le pays ait connue, à un scandale de corruption affectant les principaux leaders du Parti des travailleurs, et aux manifestations de rues, la présidente Rousseff subit une procédure de destitution votée par la chambre basse et confirmée par le Sénat dans les semaines suivantes. Elle pourrait donc subir le même sort que Fernando Collor de Mello, seul président évincé du pouvoir par voie institutionnelle depuis le retour de la démocratie au milieu des années 1980.

### *Sentiment antipolitique*

Ralentissement économique, crise politique, scandale de corruption : incontestablement, la classe moyenne brésilienne est de plus en plus insatisfaite des dirigeants politiques. Si les manifestations géantes de ces dernières années – des millions de personnes dans les rues en 2013 – ont joué un rôle important dans le processus de destitution de la présidente Rousseff, il est hautement improbable que son départ suffise à dissiper le mécontentement. La population a développé un sentiment antipolitique qui s'adresse aux principaux partis du pays, incapables de répondre à ses nouvelles attentes. C'est ainsi que le président par intérim Michel Temer, du parti centriste PMDB (et ancien vice-président de Dilma Rousseff), bien que bénéficiant du soutien du Congrès, de l'élite brésilienne et du secteur privé, n'obtient que 33 % d'approbation selon les derniers sondages<sup>1</sup>. Résultat révélateur, 55 % des personnes interrogées pensent qu'il n'existe pas de réelle différence entre les deux responsables.

On pourrait être tenté d'interpréter ces développements comme relevant des cycles d'expansion-récession que le Brésil a régulièrement connus au cours du xx<sup>e</sup> siècle, ou comme la preuve que le sort du pays est d'être éternellement frappé par des crises et des scandales, sans jamais rejoindre le monde développé, mais cette approche serait trompeuse en négligeant les nuances et les changements importants – et plus structurels – qui ont touché le pays ces dernières années, voire décennies.

Si le Brésil connaît encore des problèmes profondément enracinés, certains aspects de la crise en cours résultent en partie d'une évolution positive : le renforcement de certaines institutions politiques et judiciaires. La crise économique et politique des dernières années met en lumière certains

---

1. Sondage CNT de juin 2016.



dysfonctionnements du secteur public brésilien qu'il est urgent de réformer. Mais, à tout le moins en ce qui concerne la corruption, les institutions judiciaires du pays ont accompli des progrès considérables pour accroître la transparence et enquêter sur des scandales aux multiples ramifications. De même, les élites politiques et économiques brésiliennes, aux convictions diverses, se retrouvent pour un accord minimum quant à l'urgence de mettre en œuvre certaines réformes structurelles. Ce phénomène ne se retrouve pas dans d'autres pays émergents, et les institutions du Brésil sont plus actives que dans certains pays en développement équivalents, comme la Turquie, la Russie ou l'Afrique du Sud, pour citer quelques exemples.

### **Les institutions judiciaires ont accompli des progrès considérables**

Malgré cela, la grogne antipolitique est très marquée au Brésil, bien que non spécifique à ce pays. Les marchés émergents en dehors du Brésil montrent des signes abondants de mouvements antipolitiques. Depuis 2013, les classes moyennes sont descendues en nombre dans la rue en Turquie, Colombie, Argentine et Malaisie, et en 2016, les électeurs philippins ont choisi pour président le maire anti-*establishment* Rodrigo « Rody » Roa Duterte. À la suite des scandales de corruption ayant frappé l'administration en place, les Guatémaltèques ont élu à la présidence le comédien Jimmy Morales en octobre 2015.

Lors des élections à venir en 2018 au Brésil, au Mexique, en Colombie et au Venezuela, il est probable qu'on observera des candidats au profil de plus en plus antipolitique, ou anti-*establishment*. Ces « nouveaux venus » sont susceptibles d'être issus des extrêmes, de droite ou de gauche. Certes, au Brésil beaucoup dépendra des succès du gouvernement Temer et de la reprise économique plus ou moins prononcée. Mais même si la croissance devait retrouver un taux de 1 % à 2 % par an, les candidats anti-*establishment* auront un large espace pour s'affirmer dans la campagne de 2018. Il faut cependant souligner que le système politique brésilien favorise la modération. Le nombre important de partis et le coût élevé des campagnes, contraignent les candidats à former de larges coalitions pour être élus et pour gouverner. Ce processus tend à filtrer les radicalismes, et réduit les chances pour un complet *outsider* d'obtenir la victoire.

Si quelques années de ralentissement économique peuvent produire une réduction relative de la classe moyenne brésilienne (et d'Amérique latine), il n'y aura pas de revirement radical. Les gains de la décennie passée resteront tangibles malgré la détérioration de certains indicateurs économiques et sociaux. Mais ce changement de la structure démographique s'accompagne d'un défi politique : les électeurs attendent plus de leurs gouvernants.

### *Le Brésil submergé ?*

Ces récentes transformations économiques, sociales et politiques ouvrent sur des interrogations plus larges concernant le statut du Brésil et son rôle futur dans les affaires mondiales. Le pessimisme ambiant est largement dû à la tendance des experts en relations internationales, et des parties prenantes des marchés, à ne voir le monde qu'en termes de transferts de puissance entre nations et marchés. Quelles puissances émergeront demain, quel marché sera le plus rentable ? Le problème tient moins à l'idée de transfert de puissance en elle-même qu'aux attentes excessives qui ont suivi l'effondrement financier mondial de 2008-2009. Alors que les États-Unis et d'autres économies développées s'enfonçaient dans une spirale négative, les pays émergents tels les BRICS continuaient à croître et à soutenir le poids de l'économie mondiale. Pour beaucoup d'analystes, ce phénomène manifestait un déplacement géopolitique, qui a parfois été appelé « l'essor du reste du monde » (*the Rise of the Rest*)<sup>2</sup>.

Le Brésil ne se situait pas au centre de ce processus, en tout cas d'un point de vue géopolitique, mais des années de croissance économique continue avaient conféré une plus grande visibilité internationale au « B » des BRICS. Malgré des inégalités sociales persistantes, la situation intérieure (politique, économique et sociale) du pays a connu une évolution très positive, et le Brésil, comme d'autres grandes nations émergentes, s'est affirmé sur le plan régional et international. Le pays a donc redéfini ses propres intérêts nationaux selon une perspective d'expansion illimitée. Les multinationales brésiliennes ont conquis des marchés, des migrants de plus en plus nombreux sont venus chercher au Brésil une vie meilleure, et les dirigeants ont commencé à jouer des muscles sur la scène internationale.

Mais trois ou quatre ans de croissance économique décevante et de politique douteuse sous Dilma Rousseff ont porté un rude coup à ces espérances. Ce phénomène ne concerne pas que le Brésil. Les « BRICS abattus » ou la « fin du reste du monde » (*Demise of the Rest*) sont devenus les nouveaux slogans à la mode chez les experts.

L'un des nombreux problèmes que posent ces déclarations prématurées tient au fait qu'elles manifestent une vision des relations internationales comme relevant fondamentalement d'un jeu à somme nulle. Si un pays ou un marché s'effondre, un autre doit nécessairement jaillir à sa place. On accorde peu d'attention au fait que certains des problèmes économiques qu'ont connus les marchés émergents ces dernières années étaient liés aux

---

2. F. Zakaria, *The Post-American World and the Rise of the Rest*, Londres, Penguin, 2009.

difficultés des pays développés. En outre, les idées fausses et les attentes excessives nourrissent la frustration. Les BRICS n'ont jamais représenté un nouvel ordre mondial en émergence. Ces pays étaient liés entre eux non par des vues partagées de ce que devrait être le monde, mais par une fragile mise en commun de stratégies particulières, visant à améliorer le statut international de chaque pays.

La situation économique du Brésil est incontestablement moins favorable qu'elle ne l'a été, et la croissance devrait y rester faible dans les prochaines années. Pour un pays doté de ressources militaires limitées, et situé dans une région relativement non stratégique (d'un point de vue américain), le niveau de puissance est principalement fonction de l'activité économique de long terme. S'il faut toujours rester prudent lorsqu'on parle de puissances émergentes, on peut raisonnablement penser que le pessimisme actuel concernant le Brésil est excessif. En dépit de tous ses problèmes, ce pays reste une démocratie vivante. Son avenir est prometteur aussi en ce qui concerne les ressources énergétiques – fossiles ou renouvelables. En outre, si la croissance est poussive pour l'instant, la majorité de la population est mieux lotie qu'elle ne l'était il y a une décennie.

Dans les années à venir, les dirigeants brésiliens devront rendre le système politique plus efficace et plus réactif aux attentes de la société. La mise en œuvre de réformes structurelles pour lever les obstacles aux investissements constituera une étape cruciale pour remettre le pays sur la voie d'une croissance économique soutenable. Pour cela, un *leadership* robuste et une stratégie à long terme seront nécessaires. Une fois ces ingrédients réunis, le futur du Brésil pourrait être rayonnant.



---

### Mots clés

Brésil

BRICS

Supercycle des matières premières

Dilma Rousseff

# Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, politique étrangère a changé de diffuseur !



politique étrangère

## Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com)

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier+numérique ou e-only

### TARIFS 2016

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
<b>Particuliers</b>	papier + numérique	80,00 €	100,00 €
	e-only	65,00 €	80,00 €
<b>Institutions</b>	papier + numérique	170,00 €	190,00 €
	e-only	130,00 €	150,00 €
<b>Étudiants**</b>	papier + numérique	70,00 €	75,00 €
	e-only	50,00 €	55,00 €

\* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

\*\* Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
<b>Numéro récent (à partir de 2014)</b>	23,00 €	.....	.....
<b>Numéro antérieur à 2014</b>	20,00 €	.....	.....
<b>TOTAL DE MA COMMANDE</b>			..... €

### Bon de commande à retourner à :

ARMAND COLIN - Service Clients - 5, rue Laromiguière - 75240 Paris Cedex 05, France  
Tél. 0 820 065 095 - Fax. 01 40 46 49 93 - [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com)

### Adresse de livraison

Raison sociale : .....

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : |\_|\_|\_|\_| Ville : ..... Pays : .....

Courriel : .....@.....

### Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : \_\_/\_\_/\_\_\_\_

Signature (obligatoire)

### Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com), onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com) ou au 0 820 065 095

Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement disponibles à cette adresse : <http://www.revues.armand-colin.com/cga>  
Les informations collectées nous permettront de mieux servir votre commande et de vous informer sur nos produits et services. Conformément à la loi du 6 août 2004 (N° 2004-801) modifiant la loi française « Informatique et Libertés » de 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, vous pouvez nous adresser un courrier à Dunod - Service Ventes Directes - 5, rue Laromiguière - 75240 Paris Cedex 05, ou par mail à [infos@dunod.com](mailto:infos@dunod.com)

